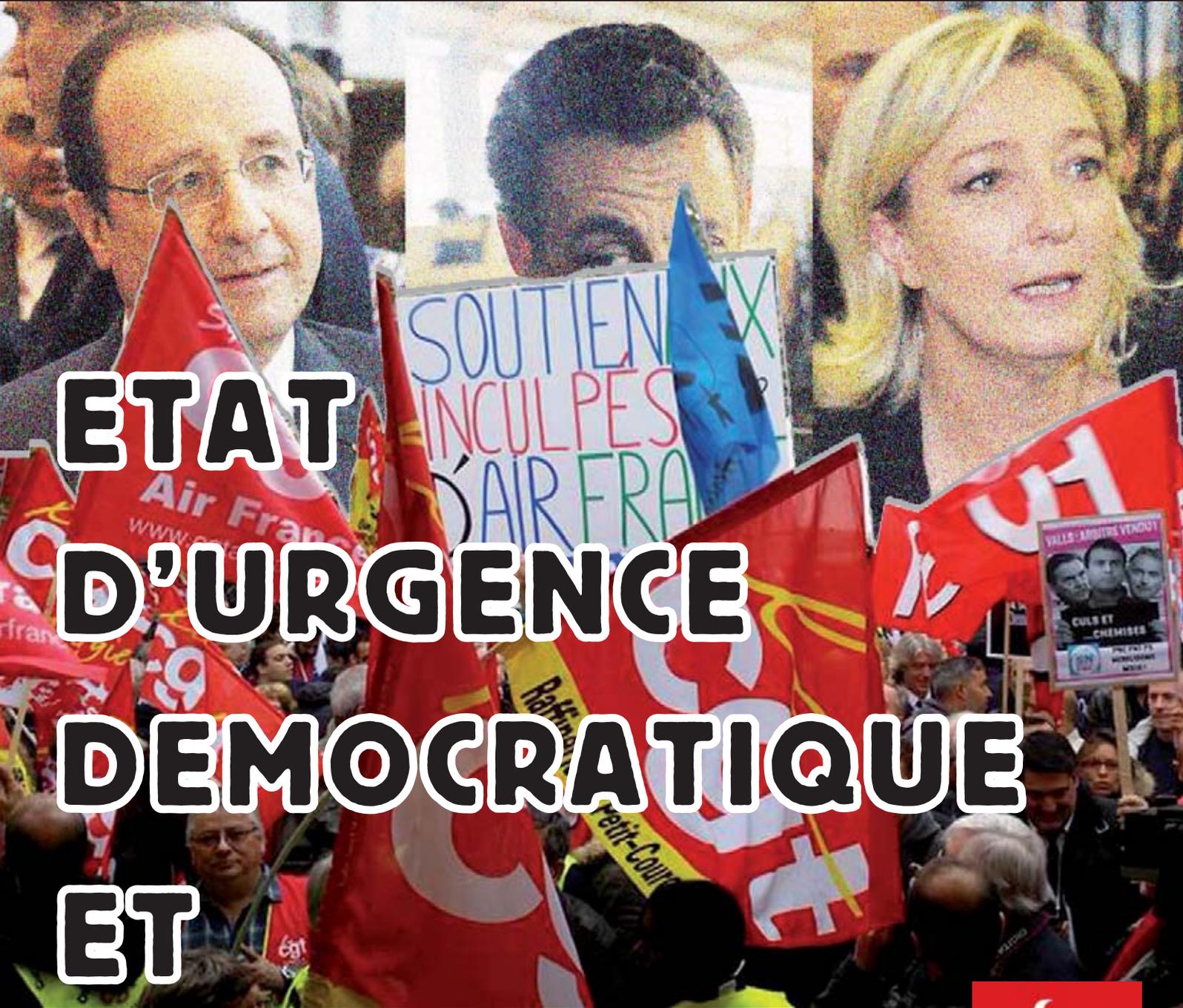


ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**ETAT
D'URGENCE
DEMOCRATIQUE
ET
SOCIALE !**



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné·es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

LE MENSUEL



L'Anticapitaliste

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Actuellement,
profitez d'une offre promotionnelle :
Pour 10 euros :
abonnement de 3 mois à l'hebdo
+ 1 numéro du mensuel en cadeau
Voir sur le site www.npa2009.org

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-7
<ul style="list-style-type: none"> • Grève aux Grands-Chênes • Solidarité avec les salariés d'Air-France • Non à l'Etat d'urgence • Rassemblement « Refugees Welcome - Leurs guerres, nos solidarités » • Etat d'urgence contre le chômage • Handicapé(e)s, exigeons nos droits ! • Précaires pauvres de l'Education nationale 	
Régionales	p.8
<ul style="list-style-type: none"> • Face au FN et aux politiques qui le nourrissent, rassembler la jeunesse, le monde du travail pour l'urgence sociale et démocratique ! 	
Politique locale	p.9
<ul style="list-style-type: none"> • Vers un nouveau budget d'austérité à Lormont • Non au transfert de personnel à la Métropole ! 	
Féminisme	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> • La lutte pour les droits des femmes, une urgence pour toute la société ! 	
Brèves	p.11
<ul style="list-style-type: none"> • La précarité et la pauvreté explosent • Gironde : budget d'austérité 	
Transports	p.12
<ul style="list-style-type: none"> • Le fric contre les transports • TBC Bordeaux, campagne anti-fraude... 	
A propos de...	p.13
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Je lutte donc je suis</i> de Yannis Youlountas, interview du réalisateur 	
Tribune	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • Stéphane Lhomme, sur le business des compteurs Linky et Gazpar... 	
A lire	p.14-15
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Lumières sur mairies brunes</i>, collectif VISA • <i>Propos d'un agitateur</i>, Ricardo Flores Magon • <i>Communardes !</i>, BD de Wilfrid Lupano 	
A voir	p.16
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Joe Hill</i>, Bo Wildelberg 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Etat d'urgence démocratique et sociale !

Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas les résultats définitifs des élections régionales. Mais quels qu'ils soient, le premier tour a confirmé, en les accentuant, les prévisions des sondages. A l'échelle nationale, les abstentions s'élèvent à 50% ; le FN, avec 28 % des suffrages exprimés, arrive en tête dans 6 des 13 nouvelles régions ; le PS, à 23 %, a subi la déroute attendue et n'est en tête que dans 3 régions ; LR, avec 27 % des voix, arrive en tête dans seulement 4 régions... (plus de développements en page 8).

Cette situation est le produit des politiques menées par les deux principaux partis, PS et ex-UMP, qui se partagent le pouvoir depuis des décennies. Pour ces élections, ils auraient bien voulu cantonner le débat à des questions de gestion locale, des affaires de TER, de lycées et d'aide aux entreprises... Mais c'est le ras-le-bol, l'écoeurement vis-à-vis de la situation générale, de la dégradation permanente des conditions de vie et de travail, de la précarité et du chômage, qui ont pris le dessus et se sont traduits par l'abstention massive, la sanction des partis de gouvernement et la poussée du FN.

Ce dernier fait son beurre de la fuite en avant vers le sécuritaire, la guerre, la démagogie patriotarde dans laquelle s'enfoncent Hollande, Valls et consorts, tout comme d'ailleurs Sarkozy et ses amis. Tout leur revient au visage : leur politique au service des patrons et ses conséquences, qui démasque leur imposture et leurs mensonges, leur responsabilité dans la situation sociale catastrophique qui touche toute la population laborieuse, leur politique internationale au service des multinationales, qui alimente la crise et la guerre en Afrique et au Moyen Orient, avec le retour de flamme de la barbarie terroriste qui a fait plus de 130 morts à Paris le 13 novembre...

Leur réponse face à une situation qui les dépasse, c'est la fuite en avant, accentuer la guerre là-bas et tenter de nous faire taire ici avec un état d'urgence qui lâche la bride aux préfets et aux flics, leur donne le droit de matraquer et d'enfermer des centaines de manifestants, de s'introduire façon commando dans des milliers d'appartements à n'importe quelle heure du jour et de la nuit...

Les résultats concrets de cette soi-disant « lutte contre le terrorisme » sont nuls. Les résultats politiques, par contre, sont bien là : donner raison à ceux qui ont fait leur terrain politique du sécuritaire et de la démagogie nationaliste et raciste, en prenant les mesures que prônent le FN et la droite « décomplexée », le pouvoir donné aux flics par l'établissement d'un état d'urgence à durée indéterminée, la déchéance de la nationalité française pour les détenteurs de la double nationalité soupçonnés de « sympathies terroristes »... Qui peut s'étonner alors que des électeurs, trompés par la propagande des uns et des autres, préfèrent l'original à la copie ?

La fuite en avant réactionnaire du gouvernement n'en finit pas de nourrir le terreau sur lequel prospèrent aujourd'hui les idées, et peut-être demain les politiques des pires ennemis du monde du travail, des catégories populaires. C'est bien pourquoi le combat contre le FN est indissociable de celui contre les politiques sécuritaires, racistes, militaristes, antisociales, d'où qu'elles viennent, et en premier lieu quand elles viennent de ceux qui gouvernent.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, nos mobilisations, pour imposer nos propres urgences, sociales et démocratiques.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Grève aux Grands Chênes : le groupe de santé privée Korian a dû revoir sa copie

Après 4 jours de grève totale, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et CGC, les salariés de la clinique des Grands Chênes à Bordeaux ont obtenu une augmentation de 1,3 %, avec un minimum de 27 € bruts pour les salaires au-dessous de 1500 € et une prime exceptionnelle de 300 € bruts, au lieu de 3 % et de la prime de 500 € qu'ils revendiquaient.

Cette grève fait suite à des négociations salariales durant lesquelles la direction n'avait consenti qu'à une augmentation de... 0,5 %, le remboursement d'une paire de chaussures de 45 €.

Une provocation quand on sait que ce SSR (établissement de soins de suite et de réadaptation) a bénéficié de 290 000 € de crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) de l'Etat et a triplé son résultat net en trois ans. De plus, les Grands Chênes appartiennent depuis quatre ans au groupe Korian qui fait des bénéfices colossaux (voir encart).

La quasi-totalité des 200 salariés (98 %) se relayait sur le piquet de grève : boissons chaudes, bonne humeur et solida-

rité permettaient de tenir face au froid. Des ouvriers aux soignants, en passant par les cadres et les médecins, la direction a réussi à mettre tout le personnel en colère. Outre les salaires, ce sont aussi les conditions de travail dégradées qu'ils dénonçaient.

Pendant la grève, la direction a fait appel à des salariés de Korian Toulouse pour faire le travail. Les grévistes ont essayé de les empêcher de rentrer en discutant avec eux, en disant « *qu'on avait tous les mêmes problèmes, des salaires insuffisants et qu'il fallait qu'on soit solidaires* ».

Ils ont aussi d'abord filtré, puis fini par totalement bloquer l'entrée des repas des patients, avec leur soutien : ces derniers, du moins ceux qui pouvaient se déplacer, venaient boire un café avec eux pendant le conflit.

Evidemment, ils n'ont pas obtenu la totalité de leurs revendications, mais ils reprennent avec la satisfaction d'avoir fait reculer Korian ! Et par les temps qui courent, ça fait du bien !

Correspondants

Le groupe Korian est le leader européen des maisons de retraite médicalisées, cliniques de soins de suite et de réadaptation... Côté en Bourse, il compte 600 établissements, 40 000 salariés et 57 500 lits. En Aquitaine, il y a 21 établissements, dont 11 en Gironde. Le groupe qui a fusionné avec Medica il y a environ un an, a réalisé 2,2 milliards de chiffre d'affaire et 231 millions d'euros de bénéfices en 2014. Pour ce qui est des Grands Chênes les bénéfices ont été de 1,6 million d'euros la même année au lieu de 591 000 € en 2011.

Solidarité avec les salariés d'Air France, ras-le-bol de l'état d'urgence !

Le 2 décembre, en soutien aux cinq salariés d'Air France qui comparaissent au tribunal de Bobigny, la CGT, Solidaires et la FSU appelaient à une manifestation à Bordeaux.

Nous étions près de 500, pour beaucoup des militants contents de marquer le coup dans ce climat d'état d'urgence, où le gouvernement interdit les manifestations alors que les mauvais coups des patrons continuent.

Ainsi, alors que le procès des salariés d'Air France est repoussé, élections régionales oblige, la direction d'Air France a commencé à se faire justice elle-même en envoyant les premières lettres de licenciements. De même, l'inspectrice du travail Laura Pfeiffer et un salarié de Tefal viennent d'être condamnés lourdement « pour vol et recel de documents » pour avoir dénoncé les pratiques illégales de la direction. Cette justice de classe contre les salariés qui cherchent à se défendre est révoltante.

Mercredi, beaucoup de manifestants étaient contents de dénoncer cela devant l'agence d'Air France, dénonçant en même temps l'état d'urgence qui vise à censurer toute contestation. Dans les discussions, beaucoup revenaient sur les arrestations lors de la manifestation sur l'urgence climatique à Paris : violences policières, manipulations du pouvoir, perquisitions complètement arbitraires : tout cela commence à se retourner contre le gouvernement. Dans la CGT d'ailleurs, beaucoup contestent la position des députés du Front de Gauche qui ont voté la prorogation de trois mois de l'état d'urgence !

De fait, la manifestation a fait ce lien entre l'état d'urgence et la répression dans les entreprises. Se battre pour nos droits, nos salaires, contre les licenciements, c'est se battre pour nos droits démocratiques.

Laurent Delage

Non à l'état d'urgence !

Dans toutes les régions, les préfets relayent la stratégie d'Hollande et Cazeneuve qui prétendent faire taire le mouvement social avec l'état d'urgence et les arrestations massives de manifestants à Paris. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : à Bordeaux comme ailleurs, les stades, les galeries marchandes, les foires de plein air sont accessibles comme d'habitude. Les seules limitations et interdictions visent et ont visé ceux qui contestent la politique gouvernementale.

Des initiatives du mouvement social ont été annulées, parfois directement par les organisateurs, et les préfets ont interdit plusieurs manifestations, comme celles sur les questions environnementales des 28 et 29 novembre, ou celle des agents EDF en grève à Mont-de-Marsan. Cette dernière a été maintenue malgré l'interdiction, avec près de 400 manifestants. Mais le doute, les craintes, la désorganisation ont pesé sur ces initiatives.

Avec l'état d'urgence, les perquisitions « administratives », demandées par le préfet, se multiplient, certains policiers recon-

naissant à mots couverts que c'est l'occasion de faire avancer des affaires en panne... sans rapport avec le terrorisme.

Dans la région comme ailleurs, ce sont surtout les milieux militants qui sont visés, comme ce couple de maraîchers bios en Dordogne... dont la dernière activité militante a consisté à manifester contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il y a trois ans ! « *Je ne pense pas avoir fait une seule manif depuis* » explique la maraîchère. Mais le préfet avait dans le colimateur ces adhérents de la CNT et les flics ont pris près de trois heures pour fouiller toute la ferme et copier les données informatiques. Après 26 perquisitions administratives dans ce département, qui ont visé aussi des musulmans et des boutiques orientales, le bilan du préfet zélé se résume à la saisie d'un pistolet de collection détenu illégalement ! Ridicule, certes, mais qui participe à la construction d'un climat pour faire taire les contestations.

EM.

Réussite du rassemblement *Refugees Welcome Leurs guerres, nos solidarités*

Vendredi 27 novembre s'est tenu un rassemblement de soutien aux réfugié-e-s et contre les guerres impérialistes organisé par le collectif antifasciste Pavé Brulant.

A l'origine, ce rassemblement avait été organisé à la suite de l'annonce par un groupuscule du « rassemblement bleu marine » d'une manifestation d'extrême droite pour la « remigration » (comprendre : renvoyer les migrants dans leurs pays sur des critères aussi flous qu'arbitraires). N'entendant pas laisser le pavé à ces idées de haine, plusieurs organisations dont le NPA Jeunes ont répondu à l'appel du collectif pour organiser un contre rassemblement.

Cependant, avec les attentats de Paris du 13 novembre, le rassemblement a pris d'autres formes ; il a été l'une des premières initiatives à Bordeaux contre la répression due à l'état d'urgence, contre la montée de l'islamophobie et contre les guerres du gouvernement.



Mais l'organisation de cette mobilisation n'a pas été de tout repos : en effet alors que la manifestation d'extrême droite a été interdite par la préfecture, les organisateurs s'attendaient à un rassemblement sous haute tension policière. Et en effet, la place de la Comédie était quadrillée par un dispositif policier important. Mais cette pression n'a pas empêché l'expression de notre rage, les

slogans, les banderoles.

Ainsi, malgré l'état d'urgence, malgré la répression, malgré les craintes, le rassemblement a réuni près de 150 personnes. Nombre auquel ne s'attendaient pas les organisations et qui montre qu'il y a une volonté de résistance qui ne se limite pas au « je suis en terrasse » que souhaiterait le gouvernement.

Chloé

Nos vies, pas leurs profits

Etat d'urgence contre le chômage !

En septembre, il y avait eu la baisse « historique » du chômage avec 23 800 chômeurs de moins. Une fausse baisse en réalité en jouant sur les différentes catégories des demandeurs d'emplois inscrits (sachant qu'ils ne prennent en compte que la catégorie A) et grâce aussi à une augmentation de 25 % des radiations sur le mois précédent.

Voilà que pour octobre on nous annonce une hausse tout aussi « historique » avec 42 000 inscrits supplémentaires. Ce qui n'empêche pas le ministère du travail de déclarer que « *si ces chiffres ne sont pas satisfaisants... la tendance se dirige vers une stabilisation du nombre des chômeurs en fin d'année et on espère que la baisse s'enclenche en 2016* » !

En Aquitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits a augmenté de 15,4% en un an atteignant 290 586. Dans le même temps, l'ensemble des offres (surtout de travail précaire) à Pôle emploi est de 12 700 soit environ 1 pour 24 chômeurs !

Ils osent vraiment tout ! On est sidéré d'un tel discours et profondément révolté de tant d'arrogance et de mépris. Le

Emploi : vraiment du nouveau à Nouvelle Donne ?

Dans ces élections régionales il y avait des listes avec de nouveaux sigles, qui se disaient bien entendu différentes, avec des idées neuves.

A Nouvelle Donne, sur l'emploi, l'idée « nouvelle » c'est l'exemple canadien. Ca existe, ça marche, il suffirait d'appliquer.

Voilà l'explication pour bien comprendre : « *Au Canada, quand une entreprise a 20 % de gens en trop au lieu de licencier 1 salarié sur 5, elle peut baisser le temps de travail et le salaire de 20 %. Un financement public permet au salarié de conserver 95 % de son salaire* ».

Un air de déjà vu, non ? Le chômage partiel dont usent et abusent les patrons pour réguler leurs productions. Et que font les gouvernements depuis des lustres et celui-ci particulièrement si ce n'est d'aider financièrement les entreprises en expliquant que c'est « *donnant donnant, bon pour le patron et bon pour le salarié* » ? Le bon vieux « *privatiser les profits et nationaliser les problèmes* ». Car au final, ce sont les contribuables, essentiellement les salariés, qui paient collectivement ce que ne paient plus les patrons.

Cela fait penser aussi à la loi Robien de 1996 dont un des concepteurs était Larroutourou (fondateur de ND) alors au PS et qui ressemblait comme deux gouttes de sirop d'érable à l'exemple canadien.



chômage, la précarité, ne sont pas que des statistiques pour faire jongler les ministres mais beaucoup de misère, de souffrances et de désespoir pour des millions de gens (6 millions de chômeurs, 10 millions sous le seuil de pauvreté).

Tout cela n'est pas naturel (Parisot la précédente présidente du medef avait expliqué que la « *précarité c'est la nature* » !) mais découle de choix économiques et politiques aussi cyniques que brutaux des patrons et financiers pour augmenter toujours plus leurs profits. En étant aidés en cela par un gouvernement totalement à leur service comme on le voit avec les attaques en règle contre les droits des travailleurs et les cadeaux par dizaines de milliards aux plus riches au nom de la « *compétitivité* » pour « *lutter contre le chômage* » disent-ils.

La manif annuelle contre le chômage et la précarité ce 5 décembre a été autorisée malgré l'Etat d'urgence et nous étions 200 de A.C !, CGT, Solidaires, CNT, CIPG, NPA, LO, PC et d'autres pour exprimer notre colère contre ces drames qui touchent des millions de familles, et toute la société de fait, par la pression qu'exerce le chômage sur l'ensemble de la société. Une unité militante qui a fait du bien à tous et toutes les présent(e)s et une occasion de faire résonner plusieurs fois l'Internationale dont on a grand besoin dans cette période !

Jacques Raimbault

Handicapé(e)s : exigeons nos droits !

Une double page dans le journal *Sud Ouest* du 25 novembre, annoncée par affichettes dans les kiosques en plus, sur les problèmes d'accessibilité pour les Handicapé(e)s en Gironde voilà qui donnait envie de l'acheter. Pour mémoire, le 1^{er} janvier 2015 l'accessibilité aux lieux publics et privés devait - enfin ! - être effective. Mais, une ordonnance du gouvernement permet de repousser de dix ans cette mise aux normes (voir *Anticapitalistes !* n° 53).

Dans ces articles nous apprenons que moins de la moitié (100 sur 259) des établissements publics sont entièrement accessibles. Avec le détail précis du coût des travaux à réaliser encore : une rampe d'accès au conservatoire 400 000 euros (en plaqué or pour le prix non ?), pour le Grand Théâtre douze places avec des toilettes reviendraient à 600 000 euros et il y aurait besoin de 400 000 euros au TNBA. Pour la ville de Cenon, le maire explique qu'il devra dépenser 744 910 euros par an pendant 9 ans. Avec l'exemple de 1 300 000 euros pour l'accessibilité... aux deux cimetières !

Pour les ERP (établissements privés recevant du public) qui sont quelques milliers en Gironde ils ne sont environ que 20 % à être déjà aux normes.



Tout est vu dans ces articles sous l'angle économique avec le sous-entendu très explicite : ça coûte cher, est-ce que ça vaut le coup ? Vraiment dans l'air du temps ! De quoi vouloir culpabiliser les handicapé(e)s de revenir « si cher » à la collectivité.

J.R.

26 heures payées 20 pour les précaires pauvres de l'Éducation nationale !

Le 4 novembre dernier, un appel national à rassemblement devant chaque inspection académique a été lancé par une intersyndicale de l'éducation afin de dénoncer le sort réservé aux personnels précaires pauvres de l'Éducation nationale : les accompagnants d'élèves porteurs de handicap (AESH ou AVS) et les personnels administratifs dans les écoles (EVS).

À cette occasion sur Bordeaux, FO et SUD Education sont venus rejoindre les rangs formés habituellement sur cette question par le SNUIPP et la CGT Educ'action.

Nous nous sommes retrouvés donc à plus de 70 personnes (dont 50 AVS, AESH ou EVS) pour montrer une fois de plus que les précaires pauvres de l'Éducation nationale ne sont pas des esclaves modernes, que nous voulons nous battre pour notre dignité et que nous pouvons gagner des petites victoires.

Une délégation a été reçue par des hauts responsables du rectorat et quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre qu'une partie d'entre nous, les personnels en contrat aidé, étaient des privilégiés ! Oui, les personnes au chômage depuis plus d'un an ayant eu la chance de retrouver un travail payé 650 € pour une durée maximale de deux ans sont des nantis car ils avaient droit à toutes les vacances scolaires...

Cela pourrait paraître normal, quand son travail est d'accompagner les élèves en classe ou de faire la gestion administrative d'une école, d'être en vacances quand les écoles sont fermées ou bien quand les élèves sont eux-mêmes en vacances. Que nenni mon ami, il est bien fini le temps béni de la socialie.

Il faut faire des économies et même les précaires pauvres doivent participer à cet effort national. Les hauts fonctionnaires zélés de Bordeaux nous ont donc bien expliqué qu'il n'était pas normal que ces personnels aient ces « avantages ». Dans leur grande gentillesse et magnanimité, la direction du rectorat nous a donc certifié que les personnels précaires n'auront pas à garder les murs des écoles fermées pendant les vacances mais ils devront travailler plus pour pouvoir bénéficier de leur droit aux congés scolaires. C'est mieux ou pire plutôt que Sarkozy !!! Ce sera donc 30% de temps en plus soit plus de 6 heures par semaine.

Une nouvelle bataille commence donc et nous aurons besoin de l'aide de tous les camarades disponibles pour contester et empêcher cette régression sociale. Ainsi un appel à rassemblement aura lieu courant janvier. Vous y êtes déjà tous conviés.

Bixente

Face au FN et aux politiques qui le nourrissent, rassembler la jeunesse, le monde du travail

Le 7 décembre au matin, même si les sondages l'annonçaient en grande partie, le score du FN était dans toutes les têtes et beaucoup étaient un peu assommés en prenant la mesure de la menace : 23 % des votants en Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes ; 28 % à l'échelle nationale et plus de 40 % dans le Nord Pas-de-Calais et en PACA...

Des scores qui ont largement bénéficié de la situation au lendemain des attentats et de la prétendue « réponse » de l'état d'urgence prolongé à la quasi unanimité des députés (seuls 3 élus EELV et 3 PS ont voté contre !) et l'adoption de mesures liberticides puisées directement dans le programme du Front national... A tel point qu'il n'a quasiment pas eu besoin de faire campagne, Maréchal Le Pen expliquant à quelques jours du premier tour, goguenarde, « On a déjà gagné l'essentiel, la bataille des idées »...

Et le FN a pu bénéficier d'une large publicité de la part de tous ceux qui prétendaient le combattre en agitant l'épouvantail alors que c'est leur politique qui fait son terreau depuis trente ans. Il n'a manqué personne pour monter au créneau : Gattaz, Parisot, Valls, Sarkozy, Juppé, Rousset...

Ce dernier s'est même fendu d'une déclaration vibrante sur la possibilité d'une fusion des listes PS et LR entre les deux tours le 11 novembre dernier... : « Pourquoi pas ? Pourquoi y aurait-il une crainte à avoir des grandes coalitions ? Ça fait peur à qui ? »... précisant pour ceux qui auraient eu des doutes « Vous pensez qu'il y a tant de différence

que ça entre certains centristes de gauche et certains centristes de droite ? »...

Apparemment pas grande différence non plus avec Estrosi et Bertrand, réactionnaires patentés, que le PS présente aujourd'hui comme un « rempart »... se « sacrifiant » en retirant ses listes. Quant au Grand Est où la tête de liste PS a refusé de se suicider malgré les injonctions, Valls a appelé à y voter pour la liste LR, une politique qui ne peut qu'amplifier le désarroi et l'écœurement dans l'électorat ouvrier, jeune, et chez bien des militants qui s'accrochaient à l'idée que la « gauche » avait encore un sens...

Grandes manœuvres de l'entre-deux tours

Pour ce qui est de Rousset, à défaut d'une fusion avec Calmels, c'est donc finalement avec la liste EELV qu'il a fait affaire... EELV dont la tête de liste a un sens certain de la négociation puisqu'elle a réussi, avec ses 5,6 %, à évincer la secrétaire d'Etat au commerce de la seconde place en Charente pour s'y mettre... ceci bien sûr pour le bien de la planète. L'histoire ne dit pas si le « plat de lentille » était bio mais Rousset l'a assuré : « La transition énergétique figurait dans mon programme », tout en confirmant qu'il continuera bien évidemment à défendre la LGV...

La liste conduite par Olivier Dartigolles, composée essentiellement de candidat-e-s PCF et Ensemble (des militants PG avaient eux choisi la liste « Vague citoyenne »), a elle recueilli 4,85% des voix et est exclue de la fusion. Un coup dur pour les

militants et ceux qui espéraient négocier des places d'élu-e-s mais qui changera bien peu de choses à la politique de la région vue celle menée jusque-là par les élu-e-s FdG sous la dépendance de Rousset.

Quant à Calmels, sans possibilité de fusion, c'est vers le FN qu'elle s'est immédiatement tournée, ce qu'elle appelle « le bon sens » : « le FN restera un opposant incapable d'infléchir la politique régionale. Mais, avec ses 23 % et le triplement de ses voix, il est en position d'arbitre »...

Le sens de l'appel à voter Lutte Ouvrière

Ne pouvant être présents aux régionales pour des raisons avant tout financières, le NPA appelait à voter, quels que soient par ailleurs nos désaccords, pour les listes présentées par Lutte Ouvrière, les seules listes clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis-à-vis des partis au pouvoir nationalement ou localement. Dans la région, la liste conduite par Guillaume Perchet a obtenu 1,41 %, soit 29 114 voix. Un petit chiffre, bien sûr, mais loin d'être négligeable et qui traduit l'existence d'un courant refusant clairement l'austérité et l'offensive patronale et gouvernementale contre les droits des travailleurs, avec ou sans emploi, mais aussi les politiques sécuritaires, xénophobes, nationalistes. Un courant qu'il appartient à tous les militants anticapitalistes et révolutionnaires de faire vivre et de rassembler, bien au-delà des élections !

Isabelle Ufferte

Lormont

Vers un nouveau budget d'austérité

C'est dans un contexte aggravé par Crapport à l'année dernière qu'a eu lieu en novembre le débat sur le budget 2016 de la ville. Le budget national 2016 prévoit 50 milliards d'économies d'ici 2017 dont 16 milliards pour l'an prochain (et non plus 14,5) après 19,5 en 2015. Mais pour les grandes entreprises bénéficiaires du CICE et du Pacte de compétitivité, il y a toujours des baisses d'impôts.

Fait nouveau, le gouvernement a réformé à la baisse la DGF, principale dotation d'Etat aux collectivités (36,6 millions d'euros en 2015), s'attirant les foudres d'élus de tous bords à l'approche des Régionales. Valls a donc annoncé le report d'un an de la réforme, même si son principe est acté pour 2016. Il s'agit de baisser drastiquement ces dotations : 11 milliards de coupes programmés dans le cadre du Pacte de responsabilité (3,67 milliards par an de 2015 à 2017 dont 2 milliards pour les seules communes), qui s'ajoutent au 1,5 milliard déjà amputé en 2014 dans le cadre du précédent Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités territoriales, et au gel de ces mêmes dotations par Sarkozy.

Or, ces dotations sont essentielles aux collectivités comme Lormont, dont le budget se retrouvait déjà déficitaire l'an dernier, et avec un déficit prévisionnel de 200 000 € pour 2016. Et donc encore une chasse aux économies de 5% sur tous les budgets de la ville cette année. Des départs à la retraite ne sont pas remplacés, les recrutements indispensables sont précaires...

C'est d'autant plus inquiétant que le poids des emprunts sur la dette est très important, surtout pour le prêt le plus toxique dont le taux est passé de 4% à 20% ! La commune avait assigné Dexia en justice, elle dispose donc d'un petit temps de répit. Mais le gouvernement ayant fait voter en 2014 une loi

empêchant les collectivités d'attaquer l'ex-Dexia sur ce genre de dossier, il sera dur de gagner...

Bref, ce ne sont pas les salaires des agents, les investissements publics ni les subventions aux associations qui coûtent cher, mais la spéculation des banques et les intérêts faramineux qu'elles font payer aux collectivités. Les économies drastiques seront payées par

les agents et la population. Je voterai donc contre ce budget en décembre. Malgré ses critiques, le PC a laissé entendre qu'il voterait pour, la droite aussi, le FN contre, opposé à des subventions à des associations qu'il estime « communautaristes » et « politisées ». De la démagogie anti-immigrés, mais pas d'opposition à l'austérité, au contraire !

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Non au transfert de personnels à la Métropole !

A ce conseil, il a aussi été discuté du transfert de personnels communaux à la Métropole, application locale de la réforme territoriale à laquelle je m'étais opposée. Le PC s'est abstenu à nouveau. La majorité PS/EELV, la droite et même le FN ont voté pour (vous avez dit UMPS ?).

Les agents, eux, se sont mobilisés contre. Et des élus-es, le 19 septembre, dont des élus de gauche, ont dénoncé les baisses de dotations budgétaires imposées aux collectivités.

A Lormont, 16 agents et 6 CAE affectés aux espaces verts, au mobilier urbain et à la propreté dépendront désormais de la Métropole, sans savoir exactement comment ils pourront combiner 70% de leur temps sur la commune et le reste pour la Métropole. Personne ne leur a demandé leur avis !

L'objectif affiché de la réforme territoriale n'est pas un meilleur service public ni de meilleures conditions de travail, mais une économie de moyens. Le processus de mutualisation en cours se fait, sous la houlette d'Alain Juppé à la Métropole en cogestion avec le PS, pour réduire le nombre de missions et de fonctionnaires.

Et si du côté des agents et des services rendus aux populations, on économise à tout va, les subventions et exonérations continuent de pleuvoir sur les grands groupes comme Ford qui reçoivent toujours de l'argent public pour leurs dividendes. Comme par exemple, les 400 000 € votés pour Michelin à la Métropole en octobre (plus 600 000 à la Région) alors que le groupe se porte très bien : 13 % d'augmentation du bénéfice net du groupe pour le premier semestre 2015, soit 707 millions d'euros. Les propositions de cette entreprise lors des NAO sur les salaires ont été bien faibles alors que Michelin a empoché 500 000 € au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Et tout cet argent public ne servira qu'à créer 24 postes... d'ici 2022 !

De l'argent, il y en a. Il en faut pour des investissements pérennes et à hauteur des missions des collectivités et des services publics, surtout dans une Métropole dont la démographie s'accroît sans cesse. Au lieu de cela, au nom de l'austérité et du remboursement de la dette, c'est toujours du même côté que sont recherchés les économies et gains de productivité : du côté des salariés et des usagers !

Féminisme

La lutte pour les droits des femmes :

Le 25 novembre dernier, à l'occasion de « LA » journée internationale contre les violences faites aux femmes, différentes initiatives ont été prises. Ici, le Collectif bordelais pour les droits des femmes en a profité pour faire une opération de sensibilisation dans les transports en commun. Un thème également choisi par le gouvernement pour sa campagne « *contre le harcèlement sexiste dans les transports* », le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ayant publié un rapport selon lequel «



100 % des femmes ont été victimes au moins une fois dans leur vie du harcèlement sexiste dans les transports en commun ». Mais si, grâce aux pressions des militant-e-s féministes, quelques pas timides sont faits dans le cadre institutionnel, le constat est accablant : la situation faite aux femmes s'aggrave à la faveur de la crise, des reculs sociaux et de la remise en cause de l'ensemble des droits sociaux et démocratiques.

Violences : des chiffres qui font froid dans le dos

En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint. En 2014, elles ont été au moins 118 femmes à mourir ainsi. Des chiffres terribles qui, bien que dénoncés depuis des années, ne diminuent pas, bien au contraire. Le parquet de Bordeaux a traité à lui seul 1633 affaires de violences conjugales sur la seule année 2014, 5% de plus que l'année précédente. Et alors que 96 femmes majeures avaient porté plainte pour viol en 2014, leur nombre a déjà dépassé les 100 sur les 10 premiers mois de 2015 ! Et ces chiffres ne reflètent qu'une toute petite part de la réalité puisqu'il est avéré que seulement 14 % des femmes victimes de violences physiques ou sexuelles déposent plainte et... seulement 10 % des victimes de viols ou de tentative de viol.

Sur le site *Rue 89*, la procureur de la République de Bordeaux, Marie-Madeleine Alliot, explique : « *Les violences ne cessent d'augmenter, et pas seulement parce que les victimes déposent plus facilement plainte. Les faits sont de plus en plus graves... Et ils concernent tous les milieux et tous les âges* ». Dans le même article, le préfet d'Aquitaine précise « *223 000 femmes se déclarent victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex, mais seules 10 % ont ensuite porté plainte* ».

Des générations de militantes féministes

Si aujourd'hui ces chiffres font la Une des journaux télévisés (même si ce n'est que le temps d'une « journée nationale »...) c'est que des générations de femmes -et d'hommes-, de militantes syndicales, associatives, politiques, se sont mobilisées et se mobilisent pour défendre les droits des femmes, droit à vivre, travailler, jouir sans entrave de la vie, du sexe, de tout ! Des droits élémentaires pour toutes... et tous, car une moitié de l'humanité ne peut être libre et émancipée sans l'autre.

Un combat contagieux, qui se transmet de génération en génération comme en témoignent les étudiantes bordelaises du CLEF (collectif de lutte des étudiantes féministes).

40 ans après la loi Veil, l'offensive des réactionnaires contre le droit à l'IVG

Les opposants à l'IVG n'ont jamais désarmé : commandos d'illuminés violents dans des services hospitaliers pratiquant les avortements dans les années 90, comme à Saint-André en décembre 1990 et mai 1992 ; processions de SOS tous petits et autres groupuscules « habités », plus récemment prières de rue devant la cathédrale de Bordeaux... tout ce qu'on compte

USA, violence mortelle contre l'IVG

Aux USA, la campagne des primaires républicaines est l'occasion de surenchères réactionnaires et nauséabondes, plusieurs candidats demandant, entre autre... la fin du financement public des centres de planning familial... C'est dans ce contexte que le 27 novembre, un militant anti-IVG a assassiné trois personnes et blessé neuf autres dans un centre de planning familial du Colorado.

Ces morts s'ajoutent à celles de médecins et personnels travaillant dans d'autres centres ainsi que des femmes voulant avorter. Une telle offensive vise à semer la terreur (certains médecins vivent en permanence avec des menaces de mort) et a poussé nombre de centres à fermer : de 3000 dans les années 80, ils ne sont plus aujourd'hui que 1800 dans tous les USA.

une urgence pour l'ensemble de la société

d'intégristes de tous poils a toujours contesté ce droit élémentaire pour les femmes de pouvoir disposer de notre corps et maîtriser notre fécondité.

Aujourd'hui, ces réactionnaires trouvent un écho d'une ampleur nouvelle avec les déclarations des Maréchal-Le Pen ou Aliot

contre « une banalisation de l'avortement »... Profitant du climat rétrograde, ils ont franchi un



pas en annonçant vouloir supprimer les subventions régionales au Planning familial.

L'actualité du combat féministe

Il y a un peu plus de cent ans, en mai 1912, Rosa Luxemburg écrivait, citant elle-même un de ses prédécesseurs : « *Il y a cent ans, le français Charles Fourier, l'un des premiers grands prophètes des idéaux socialistes, a écrit ces mots mémorables : 'dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale'. Ceci est parfaitement vrai pour la société actuelle. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir* ». Un combat plus que jamais d'actualité !

Isabelle Ufferte

La précarité et la pauvreté explosent

Les Resto du cœur viennent de lancer leur « campagne d'hiver » pour la trentième année, passant de 8,5 millions de repas servis en 1985 à... 128 millions aujourd'hui. La banque alimentaire, elle, a repris ses collectes dans les centres commerciaux... Dans son « baromètre de la pauvreté », le Secours catholique explique qu'il a aidé 39 000 personnes en Aquitaine l'an dernier. « *On observe une poussée inquiétante de ceux qui n'ont aucun revenu de travail ou d'aides publiques : ils représentent 18 % des personnes que nous recevons* »...

Les demandes sont en hausse, y compris pour ceux qui ont un travail : +12 % en quatre ans pour ce qui concerne le logement, le gaz, l'électricité, et multipliées par quatre pour l'aide au transport. « *Les transports collectifs ne peuvent pas répondre aux besoins d'une personne habitant à Artigues, et à qui on propose un travail à la zone d'activité de Montesquieu, à Martillac, où elle doit embaucher à 4 heures du matin* » pointe un responsable. Une situation que connaissent de plus en plus de travailleurs, comme ceux qui doivent se rendre dans la zone de Cestas Pot au pin, desservie par aucun transport en commun alors qu'y sont concentrés CDDiscount, le centre de tri de la Poste et nombre d'entrepôts logistiques où travaillent des milliers de personnes, souvent très précaires.

Pour que les profits s'envolent toujours plus, l'exploitation et les conditions de vie des travailleurs, avec ou sans emploi, n'en finissent pas de se dégrader.

I.U.

D'après l'INSEE, 12,9 % de la population en Aquitaine (430 200 personnes) vivent en-dessous du seuil de pauvreté, moins de 990 euros par mois. Ils sont plus de 25 % des habitants dans des villes comme Lormont et Cenon...

Gironde : budget d'austérité

Fin novembre, le Conseil départemental ouvrait le débat sur ses orientations budgétaires pour 2016. L'occasion pour le nouveau président, Jean-Luc Gleyze de poser « *un acte fondateur de la mandature* », c'est lui qui l'a dit.

Certes, il n'est directement responsable ni de la baisse des dotations de l'Etat décidée par ses collègues du PS, ni de l'augmentation du budget nécessaire pour les allocations sociales, conséquence directe de l'appauvrissement de la population produit par des décennies de politiques au service des capitalistes. Mais il s'inscrit lui-même dans cette logique, expliquant que la priorité était de dégager un milliard d'euros d'investissements pour les cinq ans à venir (pourquoi ce montant ? pour quel objectif ?). Autre priorité : les économies sur le dos des salariés, il promet de « *contenir l'évolution de la masse salariale* ». Et pourquoi pas, augmenter les impôts, mais il jure de jouer sur « *tous les leviers possibles avant de toucher au levier fiscal* ».

Et comme tout cela ne permettra pas d'avoir un budget équilibré, il annonce qu'il faudra faire « *des choix de priorités budgétaires entre ce qui peut être conservé et ce qui est de moindre priorité* ». Une formule vague qui annonce clairement que parmi les services publics, sociaux et culturels assurés par le département, il y aura des coupes claires.

F.M.

Le fric contre les transports

Une étude récente de l'UFC-Que Choisir montre que les retards sur les TER sont en hausse permanente : sur l'ensemble du territoire, plus de 42 000 retards en six mois, plus de 300 par jour depuis le mois de septembre.

Parmi les quinze lignes les plus touchées, deux sont en Aquitaine : Bordeaux-Arcachon et Bordeaux-Agen, toutes les deux avec environ 500 retards signalés, de 11 et 14 minutes en moyenne... sur un trajet d'une heure environ !



Sur ces lignes, la logique d'économie (moins de personnel, matériel utilisé au maximum, moins de révision et d'entretien, moins d'investissements par rapport aux lignes TGV) est directement responsable des annulations fréquentes et des retards rendant insupportables les transports quotidiens de milliers de salariés et étudiants.

TBC Bordeaux : une campagne anti-fraude qui pose problème

Est-ce que la fraude dans les transports en commun est plus importante ces derniers temps ? Le fait est que TBC a lancé une campagne lourdement insistante. Depuis quelques semaines, sur les arrêts, dans les trams, dans les bus, les affiches sont nombreuses pour rappeler que les transports sont payants. C'est fait sur un ton qui se veut « léger » ou « jeune » voire même « humoristique », façon cynique. Les af-



fiches lancent par exemple « si vous fraudez parce que vous ne voyez pas de contrôleurs, changez de lunettes ça aide » ou « si vous pensez avoir le droit de frauder, ne pensez pas, c'est mieux ! » Carrément. Ce « ne pensez pas » sonne quand même bizarrement, mais passons.

Mais l'abondance de fric ne résout pas pour autant les problèmes, elle en crée d'autres. C'est le cas pour les travaux de la LGV entre Bordeaux et Tours dont le montant s'élèverait à près de 8 milliards d'euros. Une partie est financée par l'Etat, une partie par Lisea (société concessionnaire de la ligne avec notamment Vinci, des fonds d'investissement, et la Caisse des Dépôts et Consignations), et enfin, pour 3 milliards, par un consortium de treize banques, dont la BNP, le Crédit Agricole, la Société Générale.

Ce groupement bancaire vient de refuser, en novembre, de continuer à verser les 50 millions d'euros mensuels nécessaires pour payer les travaux.

Motif : les banques, avec l'appui de Lisea, estiment que le nombre d'allers-retours quotidiens entre Bordeaux et Paris prévus par la SNCF (16,5) sera insuffisant pour rembourser la dette. Elles exigent 19 circulations par jour... pour pouvoir prélever davantage de péages sur les voyageurs. La SNCF, elle, craint de faire circuler des trains pas assez remplis... ce qui creuserait encore sa dette à elle.

Cette situation illustre la folie qui consiste à soumettre des investissements sur du très long terme à la logique des profits immédiats pour satisfaire les capitalistes.

Le plus probable est que l'Etat utilise une fois de plus l'argent de la collectivité pour satisfaire les intérêts privés et terminer le chantier. En espérant que les travaux ne resteront pas inachevés, faute de financement, que les banques ne couleront, faute de remboursement... Une fuite en avant qui prépare de futures étapes encore plus brutales d'une crise financière inévitable.

F.M.

La fraude est traitée comme une incivilité. Si elle est un problème pour TBC c'est uniquement à cause du manque à gagner et des pertes en bénéfices. Il n'est évidemment pas question pour TBC ou même la Métropole d'aborder la question sociale et les difficultés financières d'une partie croissante de la population. Le chômage, la précarité, la pauvreté frappent de plus en plus de gens qui ont besoin de se déplacer. Pour la plupart des « fraudeurs », il ne s'agit certainement pas d'un jeu ou d'une mauvaise habitude.

Cela souligne l'importance et la nécessité d'un service de transport public gratuit pour toutes et tous. Cela répondrait à la fois à des besoins sociaux fondamentaux, diminuer les bouchons sur les routes, et en même temps à s'attaquer à l'urgence écologique (lutte contre la pollution et le tout voiture). Et puis cela coûterait moins cher à la collectivité, car l'argent dépensé dans les luttes anti-fraude pourrait être utilisé à développer les transports publics.

Philippe

Je lutte donc je suis

film de Yannis Youlountas, interview du réalisateur

Depuis des semaines, Yannis Youlountas est en tournée pour présenter son dernier film **Je lutte donc je suis**, en France, mais aussi en Belgique, en Suisse ou à Alger (festival du film). Il passe à Bordeaux le 16 décembre, au cinéma Utopia, invité par les militants des CGT Carsat et Ford.

Avant le film, il sera au local du NPA, 99 rue Camille Sauvageau, pour une rencontre militante fraternelle, à partir de 18 heures. Venez nombreux-ses !

Nous nous sommes entretenus avec lui sur son film et sur la situation actuelle en Grèce. Vous trouverez sur le site du NPA 33 l'interview complète, avec d'autres développements à propos de son film et à propos de la situation sociale et politique en Grèce.

Parle-nous un peu de ton film...

Comme mon précédent film, *Ne vivons plus comme des esclaves*, ce n'est pas un reportage journalistique, il s'agit de raconter le mouvement social nous-mêmes, en tentant de le faire le plus authentiquement possible en faisant témoigner des militants, des personnages plus ou moins connus. Il est question de nos luttes en Grèce et dans l'Etat Espagnol.

L'objectif est de faire converger trois courants majeurs de la lutte : la gauche politique, les milieux révolutionnaires et les écologistes. Il y a des personnages connus partie prenante des résistances comme Eric Toussaint qui est porte-parole du Comité Annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM), Gabriel Colletis économiste franco-grec anti-libéral, Juan Gordillo maire de Marinaleda, Diego Canamero porte-parole du Syndicat des Travailleurs Andalous (SAT), des militants de courants révolutionnaires comme les anarchistes et marxistes autogestionnaires, des militants de la CGT et de la CNT espagnoles, des militants écologistes radicaux comme des zadistes en Grèce. Notamment des militants contre les chantiers d'éoliennes industrielles géantes d'EDF en Crète. Un chantier imposé à la population, contre son avis, qui ne correspond pas à ses besoins : des villageois sont expulsés de leurs terres et de leurs maisons, l'écosystème est détruit car l'eau est détournée pour faire les barrages. Les conséquences sociales, économiques et écologiques sont dramatiques, avec la disparition

des abeilles, des châtaigniers à cause des sources taries, les élevages sans pâturages, il n'y a plus d'apiculteurs, les villages ne fonctionnent plus, ni miel, ni lait de chèvre, sans oublier les habitants expulsés... C'est toutes ces résistances, ces gens qui luttent dont je veux raconter l'histoire.

Quelle est la situation en Grèce aujourd'hui, beaucoup moins médiatisée depuis la fin de l'été ?

On vient d'avoir plusieurs grèves générales le 12 novembre et le 3 décembre. Il y a eu les émeutes du 17 novembre pour l'anniversaire de l'insurrection contre la dictature des Colonels puis le 6 décembre pour l'anniversaire des émeutes de 2008. Ces dernières semaines, la situation est marquée par de nombreuses manifestations, occupations et blocages, par des émeutes, des ouvertures gratuites d'autoroutes par les ouvriers en lutte, et des collectifs de salariés poussent les syndicats à aller plus loin, à employer des procédés plus efficaces.

Il y a beaucoup d'assemblées dans les villages, dans les quartiers, les gens se politisent, se questionnent sur ce qui s'est passé, sur pourquoi après des luttes magnifiques on est arrivé dans une impasse. Le premier sujet, c'est comprendre ce qui s'est passé.

Le virage du 13 juillet de Tsipras a fait beaucoup de mal au moral de certaines personnes, beaucoup d'autres ne sont pas complètement surprises et sont déjà passées à l'action, à la riposte.

Il est incroyable aujourd'hui que certains espèrent encore en Tsipras. De-



puis le 13 juillet, Tsipras a fait exactement et totalement le contraire de ce à quoi il s'était engagé lors de son élection du 25 janvier 2015 et suite à la victoire du référendum contre l'austérité du 5 juillet.

Tsipras a capitulé en signant la mise sous tutelle de la Grèce et la mise en esclavage de son peuple et le pillage de ses richesses. Ce qu'a fait Tsipras, c'est beaucoup plus grave que ce qu'avait fait Mitterrand lors du virage de la rigueur en 1983. Même sur le plan militaire et géostratégique, alors que Syriza avait une ligne pro-palestinienne, Tsipras a signé le 20 juillet un accord militaire avec Israël (Sofa) qui permet d'utiliser toutes les bases militaires du partenaire et réciproquement. A cela s'ajoute la criminalisation du mouvement social qui recommence comme sous la droite avec des sanctions de plus en plus lourdes. Le parlement est redevenu un bunker avec son manège de véhicules blindés. La TVA sur les produits de première nécessité a encore augmenté. Les retraites sont encore diminuées, enfin le code du travail et d'autres acquis sociaux sont encore malmenés.

La liste est longue et impressionnante, c'est pourquoi les mensonges sur Tsipras sont de l'ordre de la manipulation, ceux qui parmi la gauche en France continuent de soutenir Tsipras soutiennent en réalité un gouvernement de collaboration et de droite dure.

Propos recueillis par Philippe Poutou

Compteurs Linky et Gazpar : un énorme business au détriment de la population

C'est avec un sens remarquable de la propagande que ErDF a choisi le début de la COP 21 pour lancer officiellement le déploiement en France du compteur Linky. Un des prétextes avancés pour « justifier » ce programme est l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique français. Or il se trouve que l'Allemagne, où les énergies renouvelables sont immensément plus développées, a renoncé à la généralisation des compteurs communicants (*).

Mais ce n'est pas tout :

- Gazpar génère des ondes vers des concentrateurs et Linky injecte du courant CPL dans le circuit électrique, ce qui met en danger la santé de la population et particulièrement celle des enfants, plus vulnérables face à ces ondes et rayonnements classées par l'OMS « *cancérigènes possibles* » et interdits dans les crèches.

- les compteurs vont permettre aux opérateurs de recueillir d'innombrables informations sur les usagers, utilisables à des fins commerciales mais aussi policières : les abus d'ores et déjà commis en ces temps d'Etat d'urgence ne laissent aucun doute sur le fait que les engagements des opérateurs et les assurances de la CNIL ne valent strictement rien et seront oubliés à peine les compteurs installés.

- les économies d'énergies avancées sont infimes et virtuelles : les expériences menées sont directement biaisées par le fait que les participants... savent qu'ils y participent : ils font d'eux-mêmes des économies qui ne doivent strictement rien aux compteurs.

En réalité, il s'agit d'une très lucrative opération dont la mise en œuvre a été obtenue par le lobbying de grands groupes industriels auprès des élus nationaux et européens.

Linky a aussi pour objet de « lisser » les violents pics de consommation générés par l'option absurde « centrales nucléaires + chauffages électriques », de façon à prolonger la mainmise de l'industrie nucléaire sur la production française d'électricité.

L'Observatoire du nucléaire recommande aux citoyens de protéger leur santé et celle de leurs enfants en refusant fermement l'installation de tels compteurs, comme l'a d'ailleurs déjà fait le Conseil municipal de Saint-Macaire (Gironde) à l'unanimité (**).

Stéphane Lhomme

(*) <http://www.lemoniteur.fr/article/1-allemande-renonce-a-la-generalisation-du-compteur-intelligent-27503537>

(**) <http://saintmacaire.fr/z/actualites.php?dsp=1&id=73>

A lire

Lumières sur mairies brunes

VISA¹ - septembre 2015 - éditions Syllepse - 5 €

Un précieux livre pour faire le point, plus d'un an après, de la gestion des villes FN ou proches, comme la Ligue du SUD de Bompard à Orange ou Ménard à Béziers.

Onze villes, soit 453 000 personnes qui y vivent actuellement. Il y a 1400 conseillers municipaux dont 1200 FN. Souvent élus dans le cadre de triangulaires voire quadrangulaires aux dépens de la droite, et bien que deux de ces onze maires aient déjà eu leur élection contestée, jamais le FN et proches n'ont administré autant de villes.

Les mesures prises ont d'abord été surtout **politiques** : suppression du local de la LDH par Briois à Hénin-Beaumont, annonce de refus de repas de substitution pour ceux qui ne mangent pas de porc à la cantine, ou encore non participation du maire de Villers-Cotterêts à une cérémonie pour l'abolition de l'esclavage... Il y a eu aussi des sorties médiatiques contre les kebab, trop d'enfants immigrés dans les classes ou encore la danse orientale !

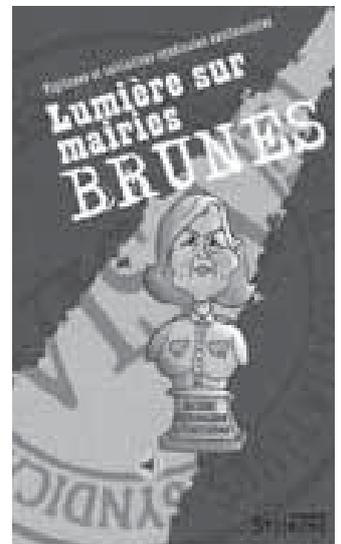
Mais après un an où les maires ont dit hériter des budgets de leurs prédécesseurs, on commence à voir leur propre gestion. Ça a été des diminutions drastiques de subventions à des centres sociaux, CCAS et associations de quartier récal-

citrantes pour certains maires. Pour d'autres, fin de la gratuité de la cantine, des transports et des activités périscolaires pour les enfants défavorisés. Et l'embauche de policiers municipaux (seules embauches des mairies FN) comme à Béziers où ils sont maintenant armés et 80 pour 72 000 habitants ! Cela se traduit enfin par des mutations de cadres déboussolés et des suppressions de postes.

Il commence à y avoir des réactions, comme cette grève en mai dernier à Hayange contre la fin du contrat d'une auxiliaire de puériculture, Rachida, suivie de la création d'un collectif de parents. Des syndicalistes de plusieurs villes FN commencent à se réunir à Béziers et dans la région de Hayange...

M. C.

1) VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature. <http://www.visa-isa.org>



Propos d'un agitateur

Ricardo Flores Magón - Editions Libertalia - 7 €

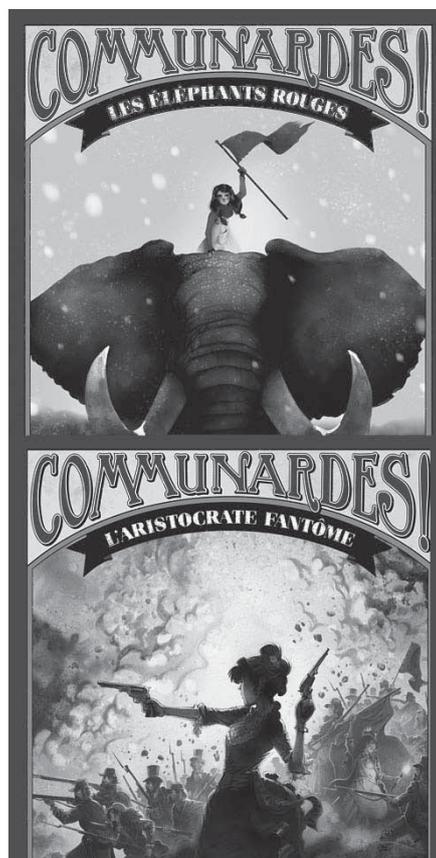
Les pamphlets de ce militant anarchiste lutte de classe, écrits dans les années 1910, sont d'une brûlante actualité.

« *La paix au Mexique ne peut être rétablie ni par des victoires militaires, ni par l'arrivée au pouvoir de chefs plus ou moins populaires, énergiques ou intelligents. Il n'y aura de paix au Mexique qu'avec la disparition de la misère et la tyrannie, filles légitimes de ce chancre social qu'est le droit de propriété individuelle. Tant que subsiste ce droit infâme, il ne saurait y avoir de paix, il est matériellement impossible qu'il y en ait une. Sa persistance maintient la division de l'humanité en deux classes, celle des riches et celle des pauvres, celle des repus et des affamés, celle qui a tout et celle qui n'a rien* » écrit-il, par exemple.

Lutteur insatiable de la cause ouvrière et paysanne, internationaliste, Flores Magón a cumulé 13 ans de prison. Il a été, dans un premier temps avec ses deux frères, la bête noire des patrons et de la police, tant au Mexique qu'aux Etats-Unis voisins. Ni la dictature de Porfirio Diaz, ni la soi-disant démocratie américaine, ne lui ont pardonné d'être un révolutionnaire entier et incorruptible. Mais si Magón menait un combat ouvert et public par l'agitation et la plume, c'est de façon sournoise et inique que le gouvernement des Etats-Unis l'a fait taire, sans doute par empoisonnement dans sa geôle au Kansas, en 1922. Tout un symbole...

Ses paroles libératrices ont exprimé ce que ressentaient les masses paysannes qui adoptèrent son slogan « *Terre et liberté !* » lors de la révolution mexicaine de Villa et Zapata dont on peut dire qu'il a été un précurseur.

Mónica



Communardes !

BD de Wilfrid Lupano - Editions Vents d'ouest - 2015, chaque tome 14,5 €

Dans cette série de bandes-dessinées, le scénariste Wilfrid Lupano raconte la vie de femmes ayant participé à la Commune de Paris.

Dans le premier tome, **Les éléphants rouges** (dessiné par Lucy Mazel), on suit les aventures de Victorine, fille d'une couturière au chômage, entre octobre et décembre 1870 pendant le siège de Paris. Des femmes s'engagent dans des bataillons, participent aux réunions politiques. Victorine veut apporter sa pierre. Fascinée par les éléphants du Jardin des plantes, elle apprend qu'on va les abattre pour faire face à la famine... elle convainc alors sa petite troupe de les libérer pour en faire des machines de guerre contre les Prussiens qui assiègent la ville !

Le second tome, **L'Aristocrate fantôme** (dessiné par Anthony Jean) débute à Londres, en avril 1871. Marx et Engels attendent avec impatience les lettres d'Elisabeth Dmitrieff. Cette militante socialiste russe de dix-neuf ans, membre de l'Association Internationale des Travailleurs, avait rejoint la Commune de Paris pour les informer. Elle participe à la direction de l'Union des femmes pour la défense de Paris et mène bataille pour le droit de vote des femmes et le droit de participer aux combats. Face au Comité central de la Commune qui refuse de toucher au trésor de la Banque de France et d'organiser des offensives contre les Prussiens et les Versaillais, les débats sont vifs. Participant aux combats pendant la Semaine sanglante, Elisabeth Dmitrieff a survécu et pu s'enfuir vers la Russie...

Les deux tomes sont indépendants et seront suivis sans doute par d'autres (Louise Michel ? Nathalie Lemel ? d'autres anonymes comme Victorine, sa mère et sa tante ?). On peut aussi lire une autre série de Wilfrid Lupano, **Les vieux fourneaux** (trois tomes parus), racontant les aventures comiques de vieux militants anars s'attaquant aux multinationales et à la mondialisation...

F.M.

JOE HILL

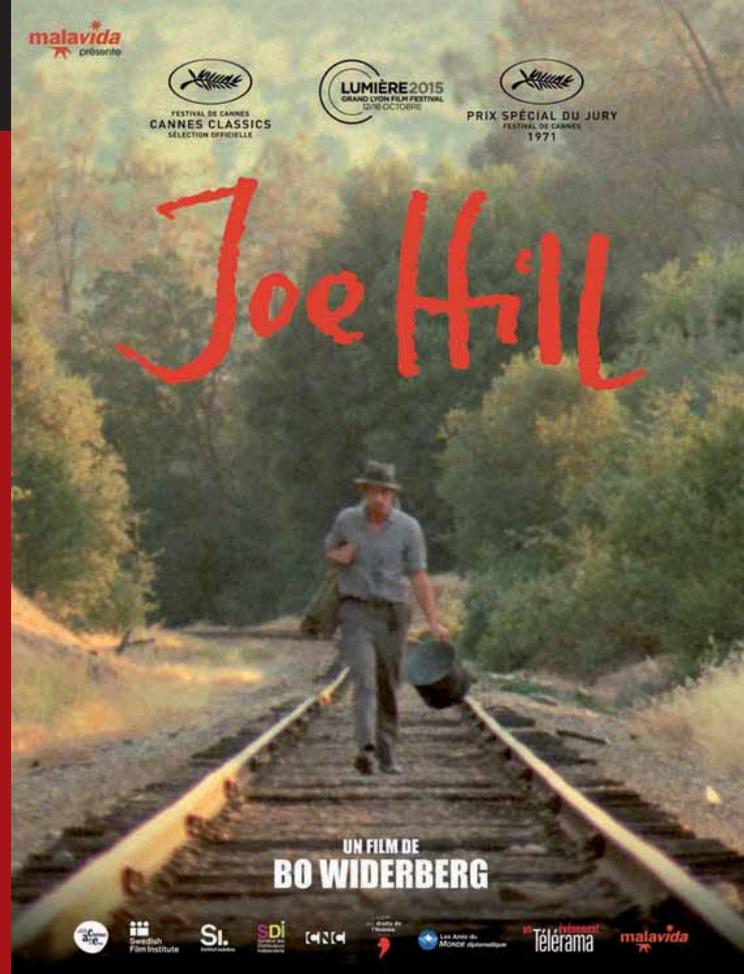
de Bo Widerberg

Il y a cent ans, le 19 novembre 1915, après un simulacre de procès (comme pour les anarchistes Sacco et Vanzetti) le militant ouvrier américain Joe Hillstrom, condamné à mort, était fusillé. Ce film tourné en 1971 qui ressort actuellement dans plusieurs villes dans une version restaurée raconte sa vie et cette Amérique des pauvres, des travailleurs qui luttent contre une exploitation capitaliste particulièrement sauvage qui est décrite dans les ouvrages de London, Steinbeck ou Zinn. On les voit, lui et son frère, arriver à New-York en 1902 dans un bateau de migrants européens, jeunes suédois recherchant une vie meilleure.

Leur « rêve américain » sera de courte durée et après avoir perdu ses illusions comme bien d'autres Joe Hill prendra la route et deviendra un de ces « Hobos » vagabonds du rail qui parcourent les Etats-Unis en vendant leur force de travail comme ils peuvent pour survivre.

En 1910, il rencontrera les militants de l'IWW (International Workers of the World) et deviendra l'un d'eux, agitateur allant de ville en ville pour créer des syndicats, organiser des grèves. Comme musicien, il deviendra l'un des premiers chanteurs folk contestataires, une des façons de militer très efficace des IWW comme on le voit et l'entend dans le film.

Pour les IWW « ...il ne peut y avoir de paix tant que l'on rencontre la faim et le besoin pour des millions de travailleurs... C'est la mission historique de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme ». Ce qui leur vaudra une répression terrible au point d'être



pratiquement décimés après 1917, eux qui se sont aussi opposés à l'entrée en guerre des Etats Unis.

Les derniers mots écrits par Joe Hill avant son exécution ont été « *Je meurs en authentique rebelle. Ne perdez pas de temps à pleurer ma mort, organisez-vous !* ».

De fait, le film se termine sur une pirouette et on sort de la séance bien remonté, ému et enthousiaste d'avoir côtoyé un tel personnage que l'acteur rend si vivant.

J.R.

SOUSCRIPTION 2015

NOTRE PLAN A



SOUTENEZ LE NPA

www.npa2009.org/souscription

Le NPA est un parti indépendant des institutions, étranger aux magouilles en tous genres, qui ne vit que des cotisations de ses membres et des dons de ses sympathisantEs. Cette année encore, nous lançons une campagne financière jusqu'au 31 décembre.

Lien pour donner en ligne : <http://souscription.npa2009.org>

Adresse pour les chèques (à l'ordre de NPA souscription) : NPA souscription 2015, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Pour tout renseignement : souscription@npa2009.org

NB : la souscription permet une déduction fiscale des deux tiers de la somme versée.